

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

*Lè manke gid, pèp la gaye !*

VOL. LV, No. 11 New York : Tel. (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 30 avril -7 mai 2025

D'ABORD, TROIS MEMBRES DU CPT SUR LA SELLETTE, MAINTENANT ILS SONT NEUF
Des millionnaires, après la transition

Le RNDDH dénonce des salaires et des avantages faramineux...

Par Léo Joseph

Les dénonciations selon lesquelles les neuf membres du Conseil présidentiel de transition récoltent des salaires et des avantages faramineux faites contre eux par le directeur exécutif du Réseau national de défense des droits des Haïtiens (RNDDH), vont permettre de lever le voile sur une vaste conspiration. Pour des raisons qu'il va falloir tirer au clair les raisons ayant favorisé, contre de nombreuses critiques, la création d'une présidence multicéphale, pour piloter la transition. Car il n'est pas normal, ni démocratique, que les neuf membres de cet exécutif à neuf têtes mis en place par le CARICOM, à l'instigation du Département d'État américain, tolèrent à leur poste, les trois membres de cette structure ayant été pris, la main dans le sac, faisant ce qu'ils projetaient faire : changer leur statut en millionnaires. Aussi ont-ils posé leur premier acte de corruption seule-

ment quelques semaines après leur intronisation.

En effet, Pierre Espérance a accusé les neuf membres du CPT de bénéficier d'une formule leur

alors que les couches vulnérables du pays littéralement crèvent de faim. Dans son intervention, à une radio de la capitale, M. Espérance souligne ces sommes

récemment mises en place, apparemment dans le cadre des négociations inter haïtiennes, lors des va-et-vient des délégations haïtiennes, entre Kingston et Port-

des élections « libres, sincères et démocratiques », après une réforme de la Constitution consécutivement à un référendum.

Il semble que ces étrangers, qui ont assumé l'autorité de fixer les termes de la transition aient donné pleins pouvoirs aux différentes entités haïtiennes impliquées dans les discussions entre Haïtiens menées sous la supervision d'« éminentes personnalités » politiques de la Jamaïque, à qui ont été accordés de telles responsabilités, pour qu'ils aient les coudees franches, par rapport aux possibilités de se donner des moyens d'avoir des avantages alléchants dans une si courte durée.

Appartenant à la classe de « grands mangeurs » ayant pris naissance, sous Jean-Bertrand Aristide, et qui sont venus encore plus voraces, au fil des ans, n'y va pas de main morte, dans l'accumulation de millions. C'est donc

Suite en page 9



Le CPT, de g. à d., Frinel Joseph, Leslie Voltaire, Laurent St.-Cyr, Régine Abraham, Fritz Alphonse Jean, Edgard Leblanc Fils, Smith Augustin, Emmanuel Vertilaire, Louis Gérald Gilles.

permettant de toucher des millions de gourdes par mois, sous forme de salaire et de bénéfices,

faramineuses sont versées sous des « rubriques innovantes », non prévues dans la constitution

au-Prince, à la recherche d'une formule d'administration intérimaire pour conduire le pays vers

DÉJÀ PRÈS D'UN AN DÉPUIS LE DÉPLOIEMENT DE LA MMAS EN HAÏTI

**Les gangs armés continuent de lancer des assauts récurrents sur les commissariats
 Les attaques de drones et malfrats tués annoncés n'arrêtent pas les bandits...**

Il semble que le plus grand ennemi de la Police nationale d'Haïti (PNH), dans sa « guerre » contre les gangs armés, soit sa crédibilité



Franz Elbe, ex-directeur, général de la PNH, a continué la politique de dépeuplement de la PNH.



Raméau Normil, directeur général de la PNH sous son administration s'est renforcée la politique de dépeuplement de la PNH.

dans les rapports émis sur les « opérations musclées » menées contre les criminels. En dépit des communiqués de presse, destinés

à la consommation du grand public, diffusés par le bureau de presse de l'institution ou de proclamations faites sur les réseaux sociaux, dans des vidéos, apparemment commanditées par cel le-ci, les criminels n'arrêtent pas leurs opérations, là où ils veulent et quand ils veulent. Au fait, ils retournent sur des cibles déjà attaquées avec une rage renforcée, en guise, dirait-on, de revanche de leurs « soldats » cruellement massacrés par des brigades de vigilance leur infligeant le supplice du « Bwa Kale ».

En effet, pour commencer, prenons le cas de Petite Rivière de l'Artibonite, précisément la deuxième section communale, dans

tion, and inaugurated sometime in February 2015, the 175-room Marriott Hotel was the crown jewel of hotels in Haiti, which was aiming at reclaiming its place of the 1950s and '60s when, along with Cuba, they were the most attractive Caribbean destinations for North American tourists. Well, forget it!

The bad news come in a series. On April 16, The Miami Herald reported that, “for the second time in less than 12 months Royal Caribbean has decided to remove Haiti from its Caribbean stops.” As is well known, the Royal Caribbean cruise line has a pied-à-terre in Labadie (Haitian Labadie), operational since the 1980. Normally, the tourists

Continued to page 7

Suite en page 2

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc. www.haiti-observateur.ca
 Haïti-Observateur
 P.O. Box 356237
 Briarwood, NY 11435-6235
 Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
 New York: \$1,00
 Partout ailleurs : 1,50 \$
 Haïti: 20 gourdes
 Tél. (718) 812-2820

DÉJÀ PRÈS D'UN AN DÉPUIS LE DÉPLOIEMENT DE LA MMAS EN HAÏTI

Les gangs armés continuent de lancer des assauts récurrents sur les commissariats

Les attaques de drones et malfrats tués annoncés n'arrêtent pas les bandits...

Suite de la page 1

le département du même nom, une zone déjà visitée, à plusieurs reprises, avec une violence inouïe, par le gang de Savien, le jeudi 24 avril. a été, encore une fois, la cible d'une énième attaque, perpétrée sur ces localités. C'est ce qu'a rapporté un organe de presse en ligne, dans son édition du 28 avril 2025 de *Réalité Info*.

Selon cet organe de presse, des hommes lourdement armés, affiliés au gang « *Gran Grif* », ont dirigé une agression violente sur cette communauté, enlevant neuf personnes contre rançon et exécutant une autre, qui tentait de prendre la fuite, en sus de 13 maisons incendiées et de deux autres habitants du même quartier blessés, dont un vieillard et un adolescent, aussi bien qu'un dispensaire et une école



Le commissariat de Martissant incendié par les gangs armés.

De toute évidence, les malfrats ont le vent en poupe, dans leurs attaques sur le pays, Car les forces de l'ordre ne peuvent arrêter leurs offensives contre aucun point du pays. Et puis, même les attaques annoncées d'avance ne peuvent être empêchées. L'insécurité dépassera à un tel point la PNH que les criminels s'imposent, jusqu'à s'afficher en autorité donneuse d'ordre, voire imposable.

Autorité régaliennes assurée, sans services à la société

On se plaît à traiter les criminels armés de d'« *oligarques à sapates* », une connotation dégradante qui leur est décernée, sans donner trop d'importance au fait que ces derniers s'imposent en compétiteurs des dirigeants légitimes ayant abdiqué leur droit constitutionnel, laissant aux gangs la possibilité d'exercer leur autorité sur les citoyens.

En effet, ceux qui sont censés avoir l'autorité constitutionnelle de la gouvernance, donc de prendre toutes les dispositions relatives à l'administration publique, ont laissé aux criminels la possibilité d'imposer librement des décisions régaliennes sur les citoyens. Dans les zones dites « *territoires perdus* »,

c'est-à-dire les pans de régions contrôlées par les criminels, ces derniers soumettent les habitants à leurs lois.

En ce sens, le trafic automobile se trouve paralysé, en raison d'une grève de 36 heures, décrétée du lundi 28 et mercredi 30 avril, par le chef de gang de Ti-Bwa, Christ-Roy Chéry, alias Krisla, et non par le gouvernement en place. Ce mot d'ordre de grève a pour objectif de « *forcer* » le pouvoir à nommer un cartel municipal dans cette commune, privée d'administration, voilà déjà plus d'une année.

Cet ordre de grève passé par Krisla a été observé scrupuleusement, par les grandes et petites entreprises, y compris les bureaux de l'administration publique, donc même les rares écoles, qui continuent à fonctionner, en raison des attaques des gangs ont respecté

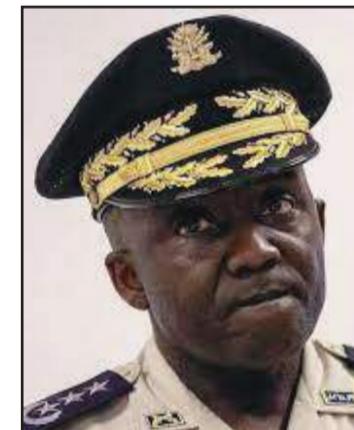
verser la somme exigée par les criminels.

Le même protocole existe dans le département de l'Artibonite, dont des usagers des routes parfois résistent à l'idée d'effectuer ces paiements illégaux, se font maltraiter, quand leur opposition n'entraîne pas leur assassinat.

Les instruments de ce droit de pavage se trouvent installés à d'autres endroits, sur la Nationale numéro 1. Certains endroits, sur la Nationale numéro 1, au nord de Port-au-Prince, les gangs armés exigent également le paiement d'une indemnité aux automobilistes.

De toute évidence, le CPT, avec ses neuf membres et la primature, que dirige le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé, n'ont rien fait pour empêcher les bandits d'imposer leur administration sur la population. Autrement dit, ils consentent au partage du pouvoir avec les criminels. C'est pourquoi, ils laissent la population à la merci de Jimmy Chérizier, dit Barbecue, et ses hommes, ainsi qu'aux autres chefs de gangues, leur laissant le choix d'exercer leur autorité sur les citoyens. Voilà pourquoi les malfrats assassinent, violent, kidnappent, incendent, détruisent, pillent et diversifient leurs crimes sur les citoyens avec impunité.

D'ailleurs, parallèlement aux « *territoires perdus* », sous les attaques des gangs menées systématiquement aussi contre les commissariats de la PNH, que celle-ci n'a lancé aucune tentative de les reprendre, il est clair que l'abandon des installations policières aux criminels, qui n'en ont même pas besoin, entre dans le cadre d'une



Léon Charles, ex-directeur général de la PNH, sous son commandement a commencé le dépoulement des commissariats.

stratégie visant la disparition du pays. Tout cela confirme l'idée, mille fois évoquée, que, de concert avec l'international, les présents dirigeants intérimaires, participent à un projet de disparition de l'État haïtien. Dans un tel cas, il ne faut pas écarter un complot en ce sens, comme celui véhiculé sur les réseaux sociaux.

Projet de destruction systématique de commissariats, stratégie de disparition de la PNH ?

Toutes choses considérées égales, quand on parle de la disparition de l'État haïtien, plus on examine le cas, davantage se précise la cohérence du projet. Car tout semble indiquer l'exécution d'un plan, qui passe par l'autodestruction de l'institution policière, cha que directeur général de la PNH ayant son quota de commissariats à rendre dysfonctionnels, donc à affaiblir progressivement les forces de l'ordre. Aussi

autorités policières avaient décidé de reprendre ces installations, les malfrats n'auraient pas pris la décision de relancer leurs attaques.

Commissariats perdus sous Frantz Elbé

Sous Frantz Elbé, les bandits ont mené leur première attaque contre un sous-commissariat situé à Torcel, Pierre à Pernier, ensuite à Tabarre 70, Tabarre 42, Tabarre 41, Tabarre 60, Croix des Bouquets, Carrefour-Feuilles, Ti-Tanyen/Routoue nationale no. 1, Liancourt (département de l'Artibonite



Le commissariat de Montrouis livré aux flammes par les bandits.

cette politique de mise celle-ci hors-jeu appelle-t-elle tous les DG à contribuer également à l'application de ce programme.

Il est donc opportun de comprendre l'enjeu. Depuis sous Léon Charles, en 2020, qu'a commencé la perte des commissariats, à Rameau Normil, en passant par Frantz Elbé, la politique des trois directeurs généraux, face aux gangs armés, reste inchangée. Ce qui a contribué à amputer l'effectif des commissariats et sous-commissariats à plus d'une trentaine. Il est donc aisé de comprendre pourquoi la force de police est si déprimée, face aux criminels.

Commissariats perdus sous Léon Charles

Sous l'administration de Léon Charles, au moins une quinzaine de commissariats a été définitivement évacuée, sous l'attaque des gangs armés. Il s'agit, d'abord, de Village de Dieu, suivi de Première Avenue Bolosse, 2^e Avenue Bo losse, ensuite 3^e Avenue Bo losse, 4^e Avenue Bolosse, Après est ve nu Ti-Bwa, puis Grand Ravin, Habitation Leclerc, Cité Militaire, Cité Soleil, Wharf Jérémie, Boulevard La Saline et Martissant.

Les policiers cantonnés dans ces installations ont évacué ces postes pour y retourner après le départ des envahisseurs. Mais ces derniers ne tardaient pas à y revenir, quelques jours plus tard, répétant la même routine. Ces attaques se sont produites de manière récurrente, jusqu'à démolition totale ou à la destruction des commissariats par le feu. Il va donc sans dire, si les

nite, Bas Artibonite, Petite Rivière de l'Artibonite, Savien (département de l'Artibonite), Carrefour Pêche, Bas Delmas, Sens Pair (2-6), Bas Delmas, Sens impair (B1 à Delmas 5), Canan et Mariani.

Commissariats perdus sous Rameau Normil

Le bilan effectué sous l'administration de Rameau Normil indique que le nombre de commissariats perdus est doublé, par rapport à ses prédécesseurs. On peut dire que ce sont sous commandement que les bandits ont chassé le plus grand nombre de policiers de quartiers autrefois mis dans la catégorie de quartiers huppés. Au moment de faire état des quatre bilans mis à son compte, la coalition de gangs « *Viv Ansanm* » continue de diriger de nouvelles attaques sur Kenscoff, ainsi que dans le département de l'Artibonite ou encore sur Saut-d'Eau, menaçant Hinche, encore dans le Centre.

Privee de plus d'une trentaine de ses commissariats, la PNH est sérieusement handicapée, au niveau de la logistique, se trouvant dans l'impossibilité de loger convenablement ses effectifs, fautes d'installations pour lancer les opérations antigang avec succès.

Une force de Police digne de son nom, n'aurait jamais permis aux criminels de chasser ses garnisons de leurs commissariats. Puis qu'on a l'impression que le mot d'ordre serait parti de la hiérarchie disant de ne pas afficher trop d'agressivité à l'égard de bandits.

L.J.

« Quand l'État déserte, le peuple doit se lever »

Par Hugues Célestin

Un lundi matin de janvier 2025, dans un petit village oublié du Nord d'Haïti, comme d'habitude, les coqs chantaient, les houes s'agnaient la terre dans un fracas familier; Mais ce matin-là, quel que chose avait changé; Là où régnait depuis des mois le silence d'une école fermée, on entendait à nouveau des voix d'enfants.

Pas d'annonce officielle, pas de ruban à couper; ce sont les parents qui, fatigués d'attendre un Gouvernement absent, avaient décidé d'agir; Ils avaient fabriqué des bancs avec des troncs d'arbres,) un tableau avec des planches sciées sur place. Et avaient aussi demandé à une jeune diplômée du village de venir faire classe, bénévolement: Elle écrivait à la craie, mais c'était bien plus que des mots qu'elle traçait; mais un avenir qu'elle esquissait.

Ce jour-là, sans tambour, sans caméra, ils ont compris que l'espoir ne viendrait pas d'en haut. Et que pour ne pas sombrer, il fallait se lever.

Enfin, il serait grand temps que nos scientifiques haïtiens se penchent sérieusement sur le mystère haïtien. Entre autres, comment se fait-il que le temps semble courir plus vite ici qu'ailleurs? Peut-être une anomalie spatio-temporelle made in Port-au-Prince. Voilà déjà qu'approche en fanfare le premier (1er) anniversaire des protégés de la Communauté Internationale. Ce monstre tentaculaire aux neuf têtes, une queue bien dissimulée, et des bras partout, sauf là où il faut. Un an de gouvernance sous télécommande, et miracle. La misère s'aggrave, les écoles ferment, les hôpitaux s'éteignent, tandis que les gangs, eux, assurent la continuité territoriale à coups de fusils d'assaut. À ce rythme, ce n'est plus une gouvernance, c'est un naufrage sous supervision !

Le drame annoncé deux semaines avant le carnage, est désormais relégué au rang de faits divers. Les malfrats toujours fidèles à leur grande tradition de transparence participative avaient prévenu que la vengeance serait implacable contre les brigades de vigilance de Mirebalais. Ces derniers, coupables d'un crime abominable aux yeux de la pègre, ils ont osé intercepter des cargaisons d'armes et éliminé quelques soldats du chaos. Il ne manquait plus qu'un bulletin officiel pour tam-

ponner la menace. Ce n'était pas une farce du 1er avril, mais bien une réalité apparue dans la nuit du 5 au 6 avril. Ils ont méthodiquement ravagé la ville de Benoît Batraville, ce héros qui s'était jadis levé contre l'occupation américaine en 1915.

Un siècle plus tard, la République assiste, impassible, à l'humiliation de sa mémoire. Quelle ironie funèbre !

Pendant ce temps, notre téléphone, lui, semblait porter le deuil national; il pleurait, vibrat, sonnait en continu comme s'il tentait désespérément de réveiller une conscience collective en coma profond. Des appels pour alerter, d'autres pour confirmer, tous chant à donner un sens à l'insensé. Le tableau aurait pu prêter à rire, s'il ne s'agissait pas du cauchemar bien réel d'un peuple nu face à l'impensable. Oui, c'était confirmé ; Mirebalais, chef-lieu du Bas-Plateau Central, est tombée. La ville n'est pas conquise, mais, livrée, abandonnée sans combat, offerte sans scrupule, sous le contrôle total des gangs-milices, en toute exclusivité. La prison Centrale vidée comme on vide un sac d'oranges pourries, et depuis le chaos s'installe calmement, méthodiquement. Ainsi, la ville rejoint avec résignation la longue procession des territoires sacrifiés sur l'autel de la complacéité, de l'impuissance et de la lâcheté.

Il serait presque naïf de ne pas s'indigner, de ne pas suffoquer, voire de ne pas hurler à la trahison. Car ce qui se joue aujourd'hui en Haïti dépasse largement la notion de crise. C'est une agonie nationale, méthodique, douloreuse, et surtout profondément cynique. Il suffit de regarder cette vidéo surréaliste où deux chefs de gangs paradent fièrement, en plein jour, sur le sol supplicié de Mirebalais. À leur suite, plus d'une dizaine de véhicules blindés, rutilants, tout droit sortis ; qui sait ? Issu du généreux programme international Armes contre Peuple, gracieusement financé par le Budget de Guerre déguisé. Le défilé permet aux criminels en uniforme officieux de s'exhiber dans un cortège triomphal. Et pendant ce temps, le Conseil Présidentiel de Transition (CPT), cette farce institutionnelle à mi-chemin entre la tragédie antique et le théâtre de boulevard, observe en silence. Voilà donc ce qu'est devenue la République : un terrain de

jeu pour milices, sous les applaudissements muets d'un État-spectateur.

Et pendant qu'ils paradent comme des libérateurs sortis d'un mauvais film postapocalyptique à petit budget, les deux héros auto-proclamés du chaos livrent un message moqueur, dégoulinant d'ironie crasse, dans lequel ils célébrent leurs propres forfaits comme s'il s'agissait de hauts faits d'armes. Ils se félicitent d'une prise éclair, sans résistance, presque trop facile et remercient, avec une politesse à faire rougir un diplomate, leurs précieux alliés du CPT et du gouvernement haïtien pour leur avoir livré la ville avec une telle délicatesse. Seul petit regret ; ne pas avoir pu leur offrir, en retour, un petit cocktail maison, version drone kamikaze aux portes de Saut-d'Eau et de Mirebalais. Le ton est joyeux, l'ambiance festive pour un véritable spectacle de propagande armée, en plein air, dans une mise en scène de théâtre macabre. Tous les regards sont tournés vers les caméras, fusils en bandoulière, et pas la moindre trace d'un policier sinon ceux régulièrement affectés aux gangs. Juste un silence lourd, total, complice celui des autorités, ou de ce qu'il en reste.

On en viendrait presque à croire qu'il s'agit d'une production officielle, validée avec enthousiasme par le très zélé Conseil de Protection des Truands (CPT), présidé par nul autre que l'illustre Fritz Alphonse Jean, et bénie moralement par le gouvernement d'Alix Didier Fils Aimé. Quant aux fameux drones kamikazes, ils sont retenus à la douane céleste. Et le fameux budget de guerre, toujours coincé dans les limbes poussiéreux d'un Parlement spectral, qui hante encore les couloirs d'un État en décomposition avancée. Tout est en place, semble-t-il, pour une mise en scène d'abandon parfaitement huilée, où chaque détail est pensé pour que l'horreur puisse suivre son cours, sans le moindre accroc.

Il faut croire que le CPT et le Gouvernement agissent en pressataire logistique au service de l'expansion territoriale des gangs. À peine six jours après l'assaut, c'est avec un flegme olympien, frôlant le mépris, que les autorités ont daigné constater la catastrophe ; tout en accordant, davantage d'importance à l'effondrement du toit d'un immeuble en République Dominicaine. Pas un

mot pour les familles déracinées, pas un souffle pour les blessés, les violées, les disparus, pas l'ombre d'un plan pour les survivants. Rien! Juste le silence complice d'un pouvoir plus préoccupé par la négociation de son maintien que par la protection de la population. Pendant ce temps, plus de 31 000 personnes fuient, errant, s'entassent dans des écoles, des églises, des houmforts, des marchés, des ruines quand elles ne sont pas livrées aux viols collectifs, aux exécutions sommaires ou aux disparitions sans retour. Le tout, bien entendu, dans le plus grand respect de la souveraineté territoriale des gangs.

Pendant que le pays s'enfonce dans l'horreur, les dignes membres du CPT trouvent encore le temps de se chamailler pour les meilleures chaises, les per diem en souffrance, les budgets les plus juteux et, bien sûr, les postes les plus stratégiques qui rapportent du fric. Quant au Gouvernement, il excelle dans sa discipline favorite ; enchaîner les déclarations creuses, distribuer quelques miettes humanitaires, pendant que le Premier ministre, en tournée dans un camp de déplacés, s'offre une séance photo avec un enfant soigneusement sélectionné pour l'occasion. Et tout cela, bien entendu, sans jamais faillir à son rôle de relais docile des consignes de ses parrains locaux et étrangers avec une obéissance de chien de Pavlov. Tenez, encore une nouvelle insolite ! Hier, le Chef Principal des Truands, Monsieur Fritz A. Jean, était en réunion, et pas avec n'importe qui. Bien sûr, il échangeait avec les achetés, les vendus, les éternels recyclés, les grands budgétaires du Conseil Électoral Provisoire (CEP), pour discuter sans rire d'élections. Oui, vous avez bien lu, des élections, en plein cœur du chaos. Sérieusement, la dynamique entre pouvoir, corruption et dépendance ne conduit-elle pas à la folie chez ceux que l'avidité d'argent consomme ?

Face à ce désastre soigneusement planifié, le temps des simples dénonciations est révolu ; elles ne sont plus, reconnaissable, qu'un vain exercice d'intellectualisme stérile. Il s'agit désormais de résister. De refuser l'humiliation, de se lever, de s'organiser sans attendre les bénédictions des puissances tutélaires ni les lubies du CPT. Là où les gangs n'ont pas encore planté leur drapeau, le peuple doit s'ériger en rempart. Là où le CPT et le Gouvernement ont abdiqué, les communautés doivent inventer une contre-offensive populaire en érigent des brigades disciplinées, structurées, enracinées dans la dignité. Il faut verrouiller nos villes avec possibilité de ravitaillement, bloquer nos quartiers, bar-

rer la route à cette peste armée qu'on appelle gangs-milices. Il faut les contenir, les détruire, et dans le même souffle, éliminer leurs commanditaires ; ceux-là mêmes qui préfèrent les tractations aux insurrections citoyennes.

Le Conseil de Protection des Truands (CPT) accompagné de son gouvernement fantoche, n'est plus qu'une double imposture politique, une farce tragique. Ils ne représentent rien d'autre que la continuité du désastre, la perpétuation méthodique du malheur haïtien. Il faut les balayer, sans détour ni complaisance, par une insurrection civique massive. Une mobilisation nationale, populaire, patriotique, éclairée. Une lame de fond à la fois politique et morale, pour imposer un projet de société digne de ce nom ; fait de justice, de souveraineté, de reconstruction. Maintenir ce théâtre de marionnettes, c'est signer le bail de la décadence et applaudir l'affondrement définitif de l'État haïtien. Il est temps de débrancher la machine à trahir.

Debout ! Organisons l'alternative

L'heure n'est plus aux illusions ni aux demi-mesures. Il faut choisir : la peur ou la dignité, la corruption endémique ou une gestion responsable, l'abandon honteux ou la résistance courageuse, la soumission servile ou la reconquête souveraine. Et qu'on ne s'y trompe pas ; l'alternative ne tombera pas du ciel, ni des incantations diplomatiques de Washington, ni des communiqués soporifiques de son ambassade, encore moins des recommandations stériles de l'ONU ou des bulletins de moralité du CORE Group. Elle ne surgira ni d'un président providentiel, ni d'un leader cloné en laboratoire de la coopération internationale. Non, elle viendra de nous, uniquement de nous.

Le combat qui s'engage est celui du peuple dans son entier, pas d'une élite recyclée ou d'un comité de gestion de crise. Il exige de l'organisation, une unité stratégique, et la constitution urgente d'un front patriotique de libération nationale. Pas dans un an, pas dans six mois, il faut agir maintenant. Car l'histoire, la nôtre, celle d'un peuple qui s'est arraché à l'esclavage à la force de sa volonté, nous rappelle qu'un peu de l'avenir, qui se lève, qui s'organise, qui revendique sa dignité, est tout simplement invincible.

Remplaçons les truands par l'intelligence collective !

Puisque même les comédies les plus absurdes ont une fin, nous proposons, pour ce premier acte

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Suite en page 6



Suite de la page 12

yer en forme. Mais mieux encore, trois mois plus tard, la jeune spécialiste, accompagnée de son père, lui aussi éminent spécialiste, voyagea jusqu'en Haïti, sans frais, autres que les coûts du voyage, pour venir évaluer le traitement et consolider son rétablissement. Aussi, les deux éminents spécialistes en profitèrent pour soigner une pléiade de blessés de longue date du football et les

remettre sur pied. La FHF avait tissé de solides relations internationales pour supporter en tout le développement du football haïtien, en motivant beaucoup de bonnes volontés.

Ainsi Melchie a pu être remise en pleine forme ; ce qui est exceptionnel, car tout le monde a une idée du coût éventuel de faire un traitement aussi spécialisé jusqu'en Europe. Donc, Melchie sait combien son pays et sa Fédération se sont dévoués pour qu'elle

devienne sa star mondiale d'où elle sait tout ce qu'elle doit à son pays.

Le cri du cœur de Melchie

« *Mon cœur se brise à chaque instant* » : le message poignant de Melchie Dumornay après des attaques de gangs dans sa ville, en Haïti. Voilà le cri lancé par cette superstar du football féminin haïtien, tel que rapporté par le journal sportif *L'Équipe*, dans son édition

du 8 avril 2025.

Dans ce message poignant, relayé sur les réseaux sociaux, Melchie Dumornay a exprimé son désarroi, après des attaques de gangs dans sa ville natale de Mirebalais.

« *En Haïti, la violence frappe des innocents et mon cœur se brise à chaque instant* », a dénoncé la milieu offensive de l'Olympique Lyonnais, 21 ans. Elle a ajouté : « *Des familles entières sont contraintes de fuir leurs*

foyers, chassées par certains compatriotes qui sèment la terreur ». **J.B.**

La semaine dernière, la ville de Mirebalais (à 50 kilomètres de la capitale, Port-au-Prince), a été victime d'une attaque massive de la part de gangs armés, qui ont pris d'assaut la cité ; la vedette a lancé un émouvant appel en faveur « *de la paix et à la fin des souffrances du peuple haïtien* ». **J.B.**

LE COIN DES AGRICULTEURS

La fête du Travail, aussi celle de l'Agriculture

Par Jean Michel Castor *

Le 1er mai, célébré comme la fête du Travail, dans de nombreux



Jean Michel Castor.

pays, revêt une importance particulière, en Haïti, où il s'agit également de la fête de l'Agriculture. Cette journée symbolise, non seulement les luttes des travailleurs, mais souligne également le rôle crucial de l'Agriculture dans l'éco-

nomie haïtienne. Le secteur agricole, qui représente une part significative de l'économie, fait face à de nombreux défis. Pour relancer ce secteur vital, des réformes administratives sont nécessaires, afin d'améliorer la productivité, d'accroître la sécurité alimentaire et de renforcer l'économie en général.

L'Agriculture, en Haïti, est confrontée à des problèmes récurrents, tels que le manque d'infrastructure, l'accès limité au financement, et des techniques agricoles obsolètes. Ces défis ont été exacerbés par des catastrophes naturelles répétées, des crises politiques et une instabilité économique, qui ont freiné le développement du secteur. Ainsi, pour donner un nouvel élan à l'agriculture haïtienne, il est impératif de mettre en œuvre des réformes administratives efficaces.

Premièrement, le gouvernement haïtien doit améliorer la gestion des terres agricoles. Actuellement, beaucoup de terres sont sous-utilisées, en raison de la

mauvaise gestion des ressources foncières. Des mesures, telles que la clarification des droits de propriété et l'encouragement à l'investissement, dans l'aménagement des terres, pourraient stimuler la production agricole. Cela passe par des programmes, qui favorisent l'acquisition de terres par les petits agriculteurs et l'accroissement de l'accès à des techniques de culture modernes.

Deuxièmement, pour relancer l'agriculture, il est essentiel de moderniser les techniques agricoles. Cela nécessite un investissement dans la recherche et le développement agricole. Les agriculteurs doivent avoir accès à des informations sur les nouvelles techniques de culture, des semences améliorées et des méthodes de fertilisation respectueuses de l'environnement. Des partenariats avec des institutions académiques et des Organisations non gouvernementales (ONG) peuvent également jouer un rôle clé dans la formation et l'éducation des agriculteurs sur les meilleures pratiques

agricoles.

Troisième point essentiel, l'accès au crédit doit être facilité. Les agriculteurs haïtiens éprouvent souvent des difficultés à obtenir des financements pour leurs projets, limitant leur capacité à investir dans de nouvelles technologies et à réformer leurs pratiques. La création de banques de développement rural et de programmes de microcrédit, spécifiquement destinés aux agriculteurs, pourrait permettre de débloquer des ressources financières pour le secteur.

Quatrièmement, le gouvernement haïtien doit également s'attacher à renforcer le système de commercialisation des produits agricoles. Des mesures doivent être mises en place pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement et veiller à ce que les agriculteurs aient accès à des marchés plus larges. Cela peut inclure le développement d'infrastructures, telles que des routes et des marchés, ainsi que la promotion des coopératives agricoles, qui peuvent servir d'intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs.

Enfin, une coopération internationale renforcée pourrait également apporter une aide précieuse

séducteurs caraïbans.

2.- Joe Jacques avait un frère : Harry Jacques

Joe avait également un frère, apparemment plus jeune que lui, appelé Harry, qui était journaliste, comme moi. Il soumettait, de manière sporadique, des textes au quotidien *Le Matin*, journal fondé et géré par la famille Magloire. Celle-ci était également propriétaire de la station de radio La MBC (The Magloire Broadcasting Company), dont je fréquentais les studios pendant mes premiers mois au Conservatoire national dramatique, en tant qu'assistant à l'annonceur de radio, à l'investigation de mon professeur Gérard Résil. M. Résil utilisait les ondes de cette station de radio pour diffuser une émission de publicités, qu'il allait baptiser, plus tard, « *GR Publicité* », avant de lancer une programmation quotidienne, de manière régulière, sur les ondes de *Radio Progrès*, dont il louait le temps à son propriétaire, M. Lucien Sautier Fontaine et qu'il allait renommer : *RGR Progrès*. Si j'avais dû disconti-

se à la relance de l'agriculture en Haïti. Des investissements étrangers dans le secteur, des programmes de formation et des aides au développement peuvent catalyser le changement. En s'engageant dans des partenariats avec des pays ayant une expérience réussie dans le domaine agricole, Haïti pourrait bénéficier de bonnes pratiques agricoles et d'un support technique.

La fête du 1er mai, en Haïti, sert de rappel de l'importance de l'agriculture et des travailleurs, qui la portent. Pour relancer efficacement ce secteur vital, des réformes administratives doivent être engagées, touchant à la gestion des terres, à la modernisation des techniques agricoles, à l'accès au crédit et à la commercialisation des produits. Ce faisant, Haïti peut espérer, non seulement améliorer sa sécurité alimentaire, mais également renforcer son économie et offrir un avenir meilleur à sa population.

* Jean Michel Castor, ingénieur

Étudiant en Agroforesterie, entrepreneur agricole, coordinateur OREAYITI
www.oreayiti.org
Tel. (509)37628005

ner mes services à ce programme publicitaire, c'était parce que l'émission de 30 minutes par jour, qui commençait à 3:30 PM, se terminait à 4:00 PM, qui était en conflit avec mes cours à l'INA GHEI (l'Institut national d'administration, de gestion et des hautes études internationales), me rendant constamment en retard. Quand bien même M. Résil m'aurait offert les services d'un taxi, qui était plutôt rarement en retard.

Le fait était que, de temps en temps, je ratais la plus grande partie du premier cours, dont c'était, le plus souvent, l'espagnol, que j'aimais bien suivre avec le professeur Christophe Mervilus, avec qui j'avais souvent des discussions intéressantes sur la grammaire et la syntaxe de la langue de Cervantes. Parfois, nos discussions, qui, aux yeux de mon maître, causaient plus de contrariétés qu'autres choses, amusaient au tant mes condisciples que moi-même, surtout lorsque l'ancien lieutenant-colonel (j'y consacrai un article, un jour, avec l'aide

Suite en page 5

IN MEMORIALM

Joe Jacques, l'homme Jacques, l'homme le plusextraordinaire que j'aie connu

Par Lyonel Dominique Des marattes

Disons, pour commencer, sur la base de ce que j'ai personnellement appris et expérimenté durant les années, que j'avais pu côtoyer Joe Jacques et eu la chance inouïe de socialiser avec lui, les choses suivantes sont véridiques :

1.- Sa femme, qui, si je ne m'abuse, pratiquait la profession d'infirmière. Elle lui avait donné trois enfants, que j'avais rencontrés personnellement chez Joe Jacques, à La Ruelle Nazon, non loin de la maison personnelle de mon ami Bob Lemoine, de regrettée mémoire. C'était Joe Jacques, lui-même, qui m'avait dit textuellement, un jour, de lui rendre visite : Lyonel — il m'appelait toujours par mon prénom, contrairement à la plupart de mes amis de Port-

Au-Prince — si tu regardes par la fenêtre et portes tes yeux 'voyants' vers la droite, tu verras un4 très belle maison à deux étages; c'est la maison de notre ami commun Bob Lemoine ».

Joe habitait sa maison avec son épouse, une femme noire de taille moyenne, qui pratiquait, autant que je m'appelle, la profession d'infirmière et dont il avait trois enfants. Je les avais rencontrés personnellement chez lui : un garçon, beau comme le dieu Adonis — il a le teint clair et les grands yeux de son père; il partage avec celui-ci également un front large et fuyant, qui apporte un attrait ajouté à leur prestance d'hommes de grande taille; et deux filles—plus jeunes que le garçon, deux Marabouettes, de taille moyenne, dont la beauté n'aurait pas dû leur donner la moindre rai-



Le chanteur Joe Jacques.

nal dragueur par excellence et coureur de jupes inégalé, dans les annales de notre histoire de

IN MEMORIALM

Suite de la page 4

de mon ami et petit frère adoptif Gilbert Mervilus, l'un des fils du professeur), sans retenu, tout de go et de manière, en apparence, méchante, me remontait le caquet dans un français Oh ! Mon Dieu, impeccable. Si, par moments — car cela arrivait vraiment — je lui donnais l'impression pédante, impudente et insolente — pourquoi craindre le mot ? d'en savoir au tant que lui. Cependant personne dans la classe n'était dupe, nul ne le prenait au sérieux, car il terminait toujours le cours avec un mot gentil à l'intention de son jeune ami, Lyonel Desmarattes.

Pour en revenir au jeune frère de Joe Jacques, disons que Harry, le journaliste, présentait des chroniques sur des thèmes innocents, en général, relatifs à la société et rarement sur la politique. Mais lorsque son article traitait d'un sujet touchant les affaires courantes du pays, l'actualité gouvernementale, par exemple, il était intelligent assez pour se soumettre à une auto-censure qui était d'une application rigoureuse dans presque toutes les salles des nouvelles du pays (*li pa bêt !*).

Un jour, au début des années 1980, Harry et moi étions invités — ou, du moins, nos deux institutions de tutelle respectives, *Le Matin* et Radio Nationale d'Haïti — nous avaient passé une invitation à l'inauguration d'une nouvelle ligne aérienne qu'allait lancer le très connu homme d'affaires haïtien Ernest Bennett, le beau-père Jean-Claude Duvalier. Le vol inaugural allait partir de Port-au-Prince pour aller à Santo-Domingo. Puisque l'appareil — d'une capacité de 18 ou 20 places — je ne sais pas trop pourquoi ni comment — pouvait à peine voler plus haut que les montagnes du Massif de la Selle et de la Cordillera Centrale, Harry Jacques leva la voix et dit tout haut ce que tout le monde pensait tout bas : «*Ayon sa a bezwen fè kabòn, Mesye Bennett*» !

Tout le monde éclata de rire et l'on poussa tous un ouf de soulagement lorsque l'avion atterrit

dans la capitale dominicaine. (Mon collègue et bon ami, le Dr Georges Michel, était également de ce voyage comme représentant de *Radio Métropole*, et le Dr Frantz Bataille, un ami lui aussi, représentait la revue défunte *Le Petit Samedi Soir*, soit dit en passant).

« Oh ! Lyonel, dat mwen pa wè w ! »

C'était toujours en ces mots que Joe Jacques me recevait, chaque fois que j'étais allé l'entendre jouer dans un club-restaurant où il offrait ses prestations musicales, presque chaque samedi soir, à Delmas, 31 au début des années 80. Pour dire vrai, j'y allais accompagné de ma chère tante, Mme Carmen Muscat-Desmarattes, qui appréciait la musique de Joe Jacques au-delà de toutes expressions humaines, et aimait aussi danser sa musique, comme personne de mes connaissances. Je me faisais donc un plaisir de l'y accompagner et m'arrangeais avec Joe pour qu'il observât une pause de temps en temps pour me permettre de reposer mes pauvres jambes, car Tante Carmen ne voulait pas rater, pas même un seul rond de toute la soirée; et dire que j'étais son seul et unique cavalier.

J'allais perdre tous les repères de Joe Jacques, après mon émigration aux Etats-Unis, en août 1985, pour étudier les langues romanes, à l'Université d'Indiana. Mes informations indiquaient que lui, il s'était rendu au Canada où il avait pu relancer sa carrière de «*Marchand du bonheur*», loin des désordres de toutes sortes qui commençaient déjà à enfouir notre chère Haïti dans des troubles politiques et dans le chaos infernal dont il n'est pas encore sorti, plus de trois décennies plus tard. Entre temps, je me suis arrangé pour acheter tous les CDs publiés par Joe, y compris un que j'écoutais très souvent chez moi, ou dans ma voiture, et sur lequel sont enregistrées deux chansons que j'apprécie particulièrement, même si la première ne plaisait pas tellement à Tante Carmen :

«*Istwa Pè Bawon nan Tobèk*» ; spécialement une chanson cubaine, la version la version interprétée par Joe Jacques : «*Guantana mera*». Lorsque Joe chantait live cette dernière chanson, il y ajoutait un membre de phrase tiré des paroles d'une autre chanson espagnole qui, dit-il, la parodiait : «*Aquí queda demostrado que el Señor Joe Jacques es muy guapo !*» Ce qui veut dire :

«*Il est démontré ici que M. Joe Jacques est très beau !*»

Ce à quoi je répondais toujours, en espagnol : «*Que barbaridad ! Que cosa más rara !*» Signifiant : «*Ah ! Quelle affaire ! Oh que c'est drôle !*»

J'allais entendre parler de Joe Jacques — ou, pour être plus précis et rester dans la vérité — j'allais entendre parler Joe Jacques lui-même, au cours du mois d'octobre 2012 pendant un séjour à Montréal, au Canada, où j'étais allé participer à la célébration du Mois des Cultures et des Langues créoles, à l'invitation du KEPP-KA, un sigle qui veut dire, en créole : «*Komite Entènasyonal pou Pwomosyon Kreyòl ak Alfa betizasyon*», une entité dont la coordination générale était assurée, pendant longtemps, par mon ami et collègue académicien, Pierre-Roland Bain. Avant de reprendre l'avion, pour retourner à Washington, M. Bain s'était arrangé avec le maire-adjoint de la ville de Montréal, l'honorable Frantz Benjamin, qui fait organiser une réception, en ses bureaux, où il me remit la clef de la ville, avec un certificat sur lequel était écrite cette citation :

«*À Monsieur Jean Lyonel Desmarattes, en reconnaissance des efforts déployés pendant des années en Haïti et en Amérique du Nord pour faire rayonner la culture et les arts de notre chère Patrie, Haïti, et promouvoir des rapports harmonieux entre les communautés ethniques...*»

J'étais l'un des quatre artistes à recevoir cette distinction des mains du maire Benjamin, l'un des trois autres étant un écrivain créoliste cubain appelé Hilarion Batista.



Lyonel Desmarattes et sa tante Carmen Muscat-Desmarattes

Joe Jacques : Analyste et commentateur des affaires courantes d'Haïti et d'ailleurs

En ce temps là — tenons-nous bien sur nos petites chaises basses — Joe Jacques, l'homme-orchestre et musicien chevronné, qui avait fait danser Monsieur Tout le Monde, de nos présidents de la République à nos Premiers ministres, nos ministres, nos directeurs généraux et secrétaires généraux, en passant par nos bons et nos bonnes, comme Azibe e Melani, s'était muté en analyste politique et discutait, sur les ondes de *Radio Union.com* oubyen *Radyo C-Pam*, des affaires courantes d'Haïti et d'ailleurs, avec une aisance peu communes, surtout qu'il le faisait dans un français impeccable qui eût fait Boileau, Voltaire et/ou Molière lui-même rouler dans leurs tombes. Comme je voulais rester encore un peu à Montréal, pour aller le rencontrer, une fois encore et lui dire tout le bien que je pensais de lui et de sa musique ! ! ! Je lui aurais retransmis l'expression de l'indéfectible appréciation de Tante Carmen, qui vivait encore, retirée du monde, chez sa fille, ma très chère cousine Mireille, à Cambria Heights, Queens, New York. Cependant, j'avais un rendez-vous à Washington, qui ne pouvait point attendre (pour célébrer la Journée internationale des Langues créoles) et je regagnai la capitale fédérale, sans plus tarder. Mais, je vous prie de me croire, mes chers amis, je n'allais pas laisser Montréal sans avoir appelé Joe Jacques et l'assurer, une fois de plus, de ma reconnaissance pour de longues heures de plaisir à l'écoute de sa musique et lui renouveler la garantie d'une amitié qui avait transcendé le temps et l'espace. Lorsqu'il avait entendu ma voix au creux de son oreille et compris que c'était moi, à l'autre bout du fil, même après plus de 20 ans de séparation, il me dit, pour une dernière fois : «*Oh, Lyonel, dat mwen pa wè w !*»

Il s'en suivit une longue conversation au cours de laquelle nous avions évoqué son passé comme homme très social, amant des belles lettres, en particulier et de la culture en général; ses études à l'École Saint Vincent, où il avait rencontré un professeur qui l'avait marqué par son vaste champ de connaissances, le Jacmelien Jean Saurel, aveugle né comme lui, mais un pionnier dans l'effort, la patience et la persévérance qui, le premier, lui avait démontré que la cécité ne limite pas les possibilités d'un homme ou d'une femme qui est vraiment décidé(e) à aller à la conquête de la vie. Pour lui, comme pour elle, tel qu'on dit en anglais, «*The Sky Is The Limit*», il/elle peut reculer les horizons des possibilités à l'infini, il suffit qu'on y mette les efforts, la patience et la persévérance, qui

avaient/ont guidé Jean Saurel, Onikel, les Frères Parents, Stevie Wonder, Ray Charles, etc... dans leur quête du succès, et les exemples qu'ils ont donnés, même aux personnes parfaitement voyantes, qui se laissent aller et se croisent les bras chaque fois qu'elles font face à la moindre difficulté. Au cours de cette retrouvaille, au téléphone, nous avions mis l'accent sur sa mission, bien réussie d'ailleurs, de «*marchand du bonheur*», qui avait fait danser des milliers et des milliers de ses semblables, en Haïti comme l'étranger..., ce qu'il avait réalisé en termes de production artistique, depuis le jour où je l'avais vu jouer pour la dernière fois, au club-restaurant de Delmas 31 et comment il avait refait sa vie en Amérique du Nord. Nous nous sommes quittés, après avoir évoqué, de long et en large, le bon vieux temps, au pays natal, avec des mots gentils et justes, comme Joe Jacques seulement savait les trouver au moment opportun. Notre dernière pensée fut pour mon ami et collègue, à Radio Nationale d'Haïti, Félix Lamy, qu'il appelait Féfé (RIP) et qui avait joué sa musique pendant des années, au programme très prisé appelé «*Le Petit Bal du samedi soir*», qui durait de 8:00 PM à minuit. En général, Félix conservait les trente (30) dernières minutes du programme exclusivement à la musique de Joe Jacques.

Adieu, cher Joe Jacques ! Ton œuvre ici-bas est terminée. La fin de ta journée sur cette terre est arrivée. Tu as maintenant rendez-vous avec les anges, les archanges, les chérubins et les séraphins, pour joindre, sans aucune répétition préalable, ta voix incomparable à l'harmonie des chœurs célestes et chanter pour toujours la magnificence de notre Grand Dieu, aux siècles des siècles, amen !!!

Lyonel Desmarattes Dominique

Miramar, Floride,

Le 19 avril 2015

NB.— Prochain article : «*Jean-Claude Garoute, dit Ti Ga : l'homme le plus extraordinaire que j'aie connu*».



DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

**ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE**

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

GRENN PWONMENN

Se youn jwèt ipokrizi k ap jwe ak Ayiti !

M ap envite nlu swiv avè m kijan bagay yo kòmanse vin pi klè sou sitiyasyon Ayiti a, ke yo rele « *Peyi pòv nan Emisè a* » youn nan peyi k pi pòv sou latè. Poutan, se « *Premye basyon nwa depandan* » sou latè, lè zansèt nou yo te bat pi gwo lame ki te genyen lè sa a, lame franse Napoléon Bona par te la, nan dat 18 novanm 1803, nan « *Batay Vètyè* » a (*Vertières*), toupre Okap Ayisyen, pou Jean-Jacques Dessalines (Jan-Jak Desalin) te deklare « *Ayiti peyi endependan* », nan dat Premye Janvye 1804 zou laplas Gonayiv.

Akòz gwo viktwa sa a, Ayiti te vin pote non « *Manman Libète* », paske se peyi nou an ki te trase youn egzant pou tout lòt peyi ki te anba esklavaj. Patriyòt nan peyi sa yo pa t sèlman gade sou egzant Ayiti a, men chèf mouvman liberasyon yo te debake ann Ayiti pou vin chache èd ak sippò yo te bezwen pou yo t al delivre peyi pa yo tou. Pi gwo egzant lan se Simon Bolivar, ki pote non « *El Libertador* », (Liberatè nan lang panyòl), ki te vin wè Prezidan Alexandre Pétion nan vil kote m soti a, Okay (Cayes), nan dat 28 desanm 1815, pou diskite avèk prezidan Ayisyen an sou sa 1 ta bezwen pou 1 ka kontinye batay pou liberasyon peyi l, Venezwela, ki te anba esklavaj peyi Lespay.

Nou remèse Jean Hervé Charles pou kèk presiyon li bay sou sa Prezidan Pétion te fè Simon Bolivar jwenn : « 4,000 fizi, 15,000 liv poud pou minisyon pou zam yo, 3 bato chaje man je, san 1 pa di ki klas manje, plizyè solda, e menm youn ti près pou piblilye kominike. Epi Prezi dan Pétion te di Bolivar, li pa bezwen okenn Iwanj, eksepte se pou 1 libere tout esklav tooupatou kote l

ranpòte lavikta.

Se konsa, nan dat 16 de sanm 1816, Liberatè a te kite Ayi ti, nan larad Jakmèl, kote bato l la te fè vwal pou Venezwela, ke 1 t te libere anba grif peyi Lespay. An plis de Venezwela, li te libere lòt peyi tou, tankou Kolonbi, Ekwa tè, elatriye.

Yo sonje sa Ayiti te fè pou yo

Enben, nan dat 22 janvye lane sa a, prezidan peyi Kolonbi (Colombia), Gustavo Petro, te vizite Ayiti. Li te ateri nan vil Jakmèl. Nan diskou li te fè li rekonnèt ke si se pa t pou Ayiti, peyi 1 pa t ap delivre anba grif Lespay.

Fòk nou bay ansyen prezidan Konsèy prezidansyèl tranzisyon an (CPT a), Leslie Voltaire, kredi pou vizit sa a, paske nan mwa desanm lane 2024, li t al nan youn konferans nan peyi Kolonbi, e 1 te envite prezidan Petro vin vizite Ayiti.. Selon sa k di sou vizit la, se te youn fason pou ranfòse kolaborasyon ant 2 peyi yo pou sa Ayiti te fè pou Kolonbi. Byen ke gen an pil mounn ki kritike gwo de pans 3 milyon 800 mil dola CPT a te fè pou vizit la, se kanmenm youn bagay ki anfavè Ayiti, paske apre 209 lane, men Kolonbi rekonnèt li gen youn dèt pou Ayiti.

Anvan prezidan peyi Kolonbi a, se prezidan peyi Venezwela, defen Hugo Chavez, ki te rekonnèt ke peyi 1 gen youn dèt pou Ayiti. Nan lane 2010, apre trambleman d tè 12 janvye a, prezidan Chavez te efase tou sa Ayiti te dwe Venezwela pou pwodui pe twòl Ayiti te achite. Li te menm di : « *Ayiti pa dwe Venezwela anyen. Òkontrè, se nou menm ki gen youn dèt istorik anvè Ayiti* ». Li te vle pou Venezwelyen sonje ke se Ayiti ki te ede Simon

Bolivar plis pase 200 lane de sa, pou yo te ka chase esklavajis peyi Lespay yo. An palan de sa, se konsa Fon PetwoKaribe a te vin anplas pou ede Ayiti tou. Men nou konnen, ak bann dwèt long lakay yo, yo depatcha plis pase 4 milya dola ki te ka sèvi pou ede Ayiti soti nan pòvrete.

Prezidan franse a rekonnèt responsabilite peyi I nan malsite Ayiti

Deklarasyon prezidan franse a, Emmanuel Macron, te fè semèn pase anwo, se pa youn ti zafè. Se nan dat 17 avril, egzakteman 200 lane, jou pou jou, depi Wa (Roi) franse a, Charles X (10) te flank youn dèt 150 milyon fran ann ò sou do Ayiti. Epi men prezidan franse a rekonnèt ke dèt sa a lakòz Ayiti nan sitiyasyon malouk li ye jodi a. Paske selon kalkil ki fèt se plis pase 21 milya dola sa ye jodi a. Gen ekspè ki di li plis toujou .Lè w adisyone tout enterè se plis pase 28 milya dola. Imagine nou, se depi lane 1825 Ayiti t ap peye dèt la, rive jouk lane 1947, lè dè nye santim nan te peye. Se te sou gouvenèman prezidan Dumar sais Estimé. Mezanmi, se diran 122 lane ekonomi peyi a t ap soufri, pa t gen ase lajan rete pou regle sa k te dwe regle pou peyi a te ka byen mache.

Vwala ke prezidan peyi Lafraans admèt ke peyi 1 gen gwo responsabilite nan sitiyasyon Ayiti ye kounnye a. Li pa di l ap renmèt okenn lajan, men li monte sa l rele youn « *Commission* ». Nou te ekri sou sa nan jounal semèn pase a. Melerezman, editorial franse, ki te gen tout diskou prezidan Macron an pa t parèt an franse jan 1 te bay li a, akòz youn ère nan monte paj la. Mwen kwè édite a

reprann ni semèn sa a.

Sa k enpòtan sè ke prezidan Macron monte komite 1 la, ki gen 2 mounn ki byen konnen kesyon istwa. Se youn Franse ak youn Ayisyèn. Nou te bay non yo semèn pase a, men m ap reprann yo pou nou. Franse a se Yves Saint-Geours epi Ayisyèn nan se Gusti-Klara Gaillard Pourchet. Yo sanse etidy e repase listwa 200 lane pou yo ka eksplike kijan Ayiti te sibi anba gwo dèt Wa Charles X (10) te me sou do peyi a, ki t oblige prete lajan nan youn bank franse pou fè premye peyman yo. Se pou sa yo di « *Double dette de l'Indépendance !* » Baze sou sa 2 istoryen yo jwenn nan rechèch yo fè, yo pral bay 2 gouvenèman yo detay epi fè rekòmandasyon sou ki sa ki ta dwe fet. Ankò « *Haiti est à l'ordre du jour* », jan yo di an franse. Wi, y ap oblige konsidere ka Ayiti a epi chache jwenn renmèd pou maladi k ap touye peyi a.

Pami peyi ki responsab pou sitiyasyon Ayiti a, dwèt lonje sou Etazini tou

Nou pa ka blye ke Etazini dwe Ayiti gwo kòb tou. Menm anvan Ameriken te anvayi Ayiti, nan dat 28 jiyè 1915, nan mwa desanm 1914, youn detachman 8 Marines, ame jouk nan dan, te debake Pòtoprens epi yo t al tou dwat nan Bank Nasyonal la, yo pran tout lò nan bank lan, ki te vo senk san mill dola (\$ 500, 000), pou al depoze sa nan « *National City Bank of New York* », ki se *Citibank* kounnye a. Se sou pretèks pou lajan an te ka an sekirite yo te fè kout dap piyan sa a. Enben, lajan sa a an sekirite jiskaprezan, nan Nouyòk. Selon sa k di, se ak lajan sa a yo te etabli « *Stock Market* » la, kote tout gwo konpayi ak tout gwo mesyedam byen rich yo fè tranzaksyon ke nou tande chak jou nan nouvèl.

Selon kalkil ki fèt epi ki pibliye menm nan Google, kounnye a

senk san mil dola a vo 13 mi lya, 526 milyon, 578 dola (\$13, 526, 578), Men sa nou jwenn ki ekri sou sa: « *Selon kalkil 15 ekonomis enpòtan, avèk vòl tout lò Ayiti a, peyi a t oblige fè youn bann peyman ki monte anviwon 21 a 115 milya dola (\$21, 000, 000, 000 to \$115, 000, 000, 000) diran 200 lane. Sa te gen anpil move konsekans pou ekonomi peyi a e te anpeche l fè pwogrè* ». Se pa mwen ki di non, se ekonomis ameriken ki fè kalkil la. Kidonk, Etazini pa ka di li pa gen gwo responsabilite nan sitiyasyon pòvrete Ayiti ak Ayisyen ki sibi fopapis.

Men sa pi rèd kounnye a, pas ke men peyi La Chine rann Etazini ni responsab pou sitiyasyon gang k ap fini ak peyi a. Depi nan lane 2022, peyi La Chine te man de pou Etazini anpeche zam ak minisyon ranre ann Ayiti pou gang yo ki te kòmanse nan kraze brize, ki lakòz lannò ak lapenn nan prèske tout fanmi. Nan youn reyinyon Konsèy sekirite Nasyon Zinil semèn pase a, reprezantan la Chine nan rann Etazini responsab pou gang yo ki fin pran peyi a, paske se zam ki sot nan peyi isit ki pèmèt gang yo fè tou sa y ap fè a.

Alò, nou mande nan ki bi, sa k nan tèt gwo mesyedam yo nan sa n rele Kominote Entènasyonal la ? Epi nou vin tombe sou youn dokiman kote yo di se bezwen yo bezen vini ak youn lòt okipasyon peyi a, dekwa pou yo ka foye anba tè Ayiti, ki pa manke richè ak tout klas klas metal gwo pri, menm gazolin. Yo pral ekspligate tou sa pou yo reyalize youn kantite milya dola. Kidonk, se pral youn esklavaj modèn yo pral etabli ann Ayiti epi gang yo pou bokou nan sa k ap planifye pou peyi a. Se sou pwòvèb kreyòl la m ap fèmen bwat koze a : « *Larivè avèti pa touye koko-be !* »

TiRenm/
Grenn Pwomennen
raljo31@yahoo.com

« Quand l'Etat déserte, le peuple doit se lever »

Suite de la page 3

de salubrité publique, une formule visant à remplacer le fameux Conseil de Protection des Truands (CPT), une fois celui-ci renvoyé par la volonté populaire. Ce sera le point de départ d'une transition fondée sur la compétence et la légitimité citoyenne. Un collège composé de deux membres du Conseil de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH) et de cinq personnalités mandatées respectivement par les regroupements des Universités Publiques en Région (UPR) et des Universités Privées

du pays, auront la responsabilité de mettre en place, sans délai, un cadre de consultations nationales inclusives.

Et pas de palabres éternelles, ces consultations devront se dérouler dans un délai strict de quinze jours. Leur objectif ? Abou tir à la sélection rigoureuse de 20 personnalités de haute crédibilité : 10 femmes et 10 hommes, issues des 10 départements du pays et de la diaspora haïtienne.

Ce collectif sera chargé de :

Élaborer une feuille de route claire et ambitieuse, visant à restaurer l'ordre et la sécurité, amorcer une réforme institutionnelle

en profondeur pour poser les bases du redressement national sur les plans économique, social, politique et organiser à moyen terme, des élections véritablement souveraines et démocratiques, affranchies de toute ingérence extérieure et du clientélisme politique qui gangrène les institutions.

Désigner un(e) président(e) de transition, sur la base d'un large consensus national, une figure intègre et indépendante des influences politiques, économiques et étrangères, incarnant l'intérêt supérieur de la nation avec obligation d'observer la feuille de route.

respecter la feuille de route par le gouvernement.

Former un gouvernement de salut public restreint sans Premier ministre, dirigé par le président de la République, composé de personnalités compétentes et intégrées, indépendantes des influences politiques, économiques et étrangères, ayant l'obligation stricte d'observer la feuille de route.

Les 20 personnalités resteront en fonction jusqu'à l'installation de la prochaine législature, percevant des émoluments et tous les priviléges liés au statut d'un sénateur de la République. Elles siégeront en permanence, exerceront un contrôle rigoureux sur l'action gouvernementale et pourront en cas de crime, prévarication, corruption dûment constatés renvoyer le membre du gouvernement ou le président accusé et pouvoir à leur remplacement.

Grand Pré, 12 avril 2025

* Hugue Célestin

Membre de : Federasyon Mouvement Demokratik Katye Moren (FEMODEK) ; Efò ak Solidarite pou Konstriktion Altènativ Nasyonal Popilè (ESKANP)

HAPPENINGS!

Continued from page 1

from Labadie are a boost to the economy of the Greater Cap-Haïtien region, which boasts historical attractions, such as the Sans Souci Palace in Milot, and the "Citadelle Laferrière" built on the highest mountain peak around, by Haiti's sole King Henry Christophe, who inaugurated it in 1820. It was meant to be a deterrence to the former slave masters were they to attempt a return to Haiti.

Not only tourist activities have been affected by the heavily armed gangs, who cause death and desolation in all quarters and who keep expanding their control beyond the West department, which embraces Port-au-Prince. As reported, the "Viv Ansanm" (Live Together) gang coalition of

Jimmy Chérizier, alias Barbecue, invaded Mirebalais, in north central Haiti, in the first days of April and threatened the renowned University Hospital of Mirebalais. Initially, Boston-based Partners in Health, responsible for the institution, said that it would continue to operate. But on April 22, the Mirebalais Hospital closed doors, due to gang activities. A big blow to health specialists and the humanitarian par excellence that was the late Paul Farmer, who is mourning even beyond the grave. He had inaugurated the hospital on November 6, 2010, following the damage to hospitals and health facilities by the earthquake of January 12. Besides providing healthcare for the local population, the Mirebalais Hospital is a teaching institution that has prepared healthcare professionals who have come for training there

from other parts of the country. It also partners with international health organizations.

The gangs are not hiding, even having their own broadcast

In the ongoing brouhaha, I was taken aback when I saw Jimmy Chérizier, the former police sergeant-turned-gang boss, in a video, last Saturday, haranguing the public, going as far as saying that he's not the problem, but those supposedly in charge of the country who refuse to negotiate in order to find a solution.

By the way, since the gangs took control of Mirebalais, they also took over the local station, **Radio Panic FM** (97.5 MHz), which has been renamed **Taliban FM**. Yes, that's in reference to Taliban fighters in Afghanistan,

who put up a strong resistance to the Americans (2001-2021).

I wonder whether there's any relation with an information of which I was privy Saturday, regarding an American military base in Afghanistan that some high-level officials in Haiti received virtually from an unnamed source. Would it be that some high-level authorities in Haiti are being coached about what to expect if, and when an American occupation force may be deployed in Haiti. Food for thought!

Will Haitian gang leaders and their financiers end up in jail in El Salvador?

It may not be far-fetched, because, of the headline of an article by Jacqueline Charles that I read in the Miami Herald, on April 18: **"U.S. to designate Haiti gangs as foreign terrorists, opening way to use Salvador prison."** And the lead

paragraph is quite telling: *"Haitian gangs and individuals financing and arming them could soon find themselves labeled 'terrorists' and imprisoned in El Salvador's notorious maximum-security prison, the same facility the Trump administration has been sending alleged members of Venezuela's Tren de Agua."*

In light of the foregoing, one can conclude that, secretly, the Trump administration is cooking up something to deal with the Haiti situation in a very unorthodox manner. And the last word on the matter is best expressed by the French saying: *"À peine si les plus justes seront sauvés!"* (Hardly, the most righteous ones would be saved!)

And we turn to the Creole proverb which states that *"Lari vyè avèti pa touye kokobe!"* (Being warned about the flooding of the river, the lame won't be killed)

RAJ

raljo31@yahoo.com



INSCRIPTIONS OUVERTES

Nos professeurs sont formés pour travailler avec et fournir un soutien aux étudiants dont la langue maternelle n'est pas l'anglais. Des services de traduction sont également disponibles pour tous les parents qui en font la demande.

Nous offrons des programmes et des services d'éducation spécialisés dans le bâtiment de l'école ou dans un cadre déterminé par le Comité de l'éducation spéciale du district.

Une école publique sans frais de scolarité.

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS LE 1ER AVRIL 2024

**BROOKLYN DREAMS
CHARTER SCHOOL**
259 Parkville Avenue
Brooklyn, NY 11230
(718) 859-8400
BrooklynDreamsCharterSchool.org

**BROOKLYN EXCELSIOR
CHARTER SCHOOL**
856 Quincy Street
Brooklyn, NY 11221
(718) 246-5681
BrooklynExcelsiorCharterSchool.org

**BROOKLYN SCHOLARS
CHARTER SCHOOL**
2635 Linden Boulevard
Brooklyn, NY 11208
(718) 348-9360
BrooklynScholarsCharterSchool.org



NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Le pape François a fait le voyage éternel, laissant un legs riche

Samedi dernier, 26 avril, on a procédé aux funérailles de celui auquel on attribue les titres de « Le pape du peuple », « Le pape des pauvres ». Et c'est évident qu'il l'était, car plus de 200 000 personnes, de toutes catégories et d'ethnies diverses, venant des quatre coins du monde, avaient envoi à Rome, surtout le Vatican, où la cérémonie d'adieu se déroulait, témoignant que les adeptes du Pape François n'étaient pas seulement de foi catholique.

Jusqu'à la fin, il a maintenu son humilité légendaire, en écrivant dans son testament, que ses restes soient placés dans un cercueil en bois et qu'il soit inhumé dans un cimetière hors du Vatican, comme le commun des mortels qui, selon les Saintes Écritures, n'est que poussière, et qui retourne à en poussière. Riche, financièrement, il ne l'était pas, et c'était voulu. Il est rapporté qu'il n'a laissé qu'un montant de cent dollars (\$100) en cash, et pas de compte en banque. Cela signifie qu'à son investiture, le 19 mars, 2013, il n'avait pas accepté le salaire mensuel de trente-deux mille dollars (\$32 000), qu'il a fait utiliser pour soulager la misère des autres. Pourtant, il a eu des funérailles, auxquelles, à ma connaissance, aucun milliardaire ou chef d'État n'a eu droit.

L'impact du témoignage du pape François sur la vie des gens demeure

Sa sagesse, son entregent, disons son legs, n'a pas de limites. Les témoignages fusent de toutes parts, affir-

mant qu'il était hors du commun, en tant que chef suprême de l'Église catholique universelle. Parmi tant d'autres, je souligne le témoignage d'un pasteur protestant concernant le pape François. Il s'agit du sénateur afro-américain de Georgia, Raphael Warnock, qui est aussi pasteur de l'Église baptiste Ebenezer, à Atlanta, ayant été précédé à cette cha-



Le pape François

re, longtemps avant, par Martin Luther King Sr., le père du fameux leader des droits civiques du même nom qui, lui aussi, fut pasteur de cette église de grande renommée, fondée en 1886.

Le pasteur/sénateur Warnock, accompagné du Dr. Bernice Albertine King, la plus jeune des enfants du couple Martin Luther et Coretta Scott King, avaient eu une audience avec le pape, au Vatican, et se souviennent du chaleureux accueil qu'il leur avait réservé. Dans une entrevue accordée à Karyn Greer, de la chaîne 2 de télévision d'Atlanta (Georgia), lors des funérailles du pape, les deux ont laissé parler leurs cœurs.

Bernice King souriait quand elle disait, « J'ai voyagé à Rome, en Italie, suite à des

arrangements, qui me permettaient d'avoir une audience privée avec le pape. Je l'ai vu, une nouvelle fois, à la Place St. Pierre, où J'étais une invitée spéciale. Quand je l'ai approché pour le saluer, je lui ai dit que je priais pour lui, et il m'a répondu : 'Bien sûr, je m'en souviens'. Et elle d'ajouter, au cours de l'entrevue, « Cela a eu un gros impact sur ma personnalité, le fait de se souvenir de moi ».

Et le témoignage du sénateur/pasteur Warnock est aussi instructif, quant à la personnalité admirable du Pape. « C'était vraiment une réunion amicale, dont je m'en souviendrai toujours », dit-il. Et d'ajouter : « À la fin, on a prié ensemble. Humoristique comme lui seul, il m'a dit, « Vas-y, priez d'abord. Je vous demande de prier pour moi, pas contre moi ».

Enfin, le Pape s'est distingué en vrai chrétien, qui va au-delà des clivages entre les différents sectes religieux. Ce qui a été reflété visiblement, samedi dernier, dans cette vaste assemblée où l'on a vu des représentants de plusieurs sectes, dont certains avaient des habits qui les distinguaient. En ce sens, Dr. Bernice Albertine King est prévoyante, lorsqu'elle disait espérer que « le legs du pape François embrassant les pauvres et les démunis, s'occupant d'eux, puisse continuer ! »

Et nous disons : Alléluia ! AMEN !

Les 100 premiers jours sont défavorables au président Trump

Ce mercredi, 30 avril, le der-

nier jour de ce mois qui débute par le jeu dit « Poisson d'avril », marque les 100 premiers jours de la deuxième présidence de Donald Trump et l'on attend le verdict du public, quant au score à lui donner pour sa performance du tout ces trois mois. On doute, toutefois, que ce sera positif, se démarquant des 100 premiers jours de son premier

dent Trump.

Toutefois, au cours d'une entrevue télévisée de plus d'une heure, hier soir (mardi 29 avril) à « l'Oval Office » (le bureau du président) à la Maison Blanche, avec le journaliste Terry Moran, de la chaîne ABC, le Président Trump a profité pour se donner un brevet de satisfaction sur tout ce qu'il a réalisé durant les premiers 100 jours de son administration. Il a cité la déportation des « criminels infiltrés au pays », la baisse des prix sur des produits de première nécessité, le prix de l'essence ayant chuté et les œufs qui sont de nouveau à la portée des consommateurs, et davantage.

Mais quid de la guerre d'Ukraine qu'il avait promise, lors de la campagne électorale, que ce serait résolue aussitôt qu'il sera assermenté ? « Oh, c'est la guerre de Biden qui n'aurait pu commencer si j'étais président ! » Pourtant, son ami Vladimir Poutine continue la tuerie des milliers d'Ukrainiens, y compris des enfants ? Nonobstant, il prétend que Poutine veut la paix. Bien sûr, qu'il faut s'attendre à beaucoup de commentaires, dans les jours à venir, sur cette entrevue concernant les premiers 100 jours, au cours de laquelle le président Trump n'a pas vraiment convaincu le grand public qu'il a réalisé un miracle au pays. Toutefois, il n'avait pas menti lorsque, durant la campagne électorale, il avait dit : « Je serai dictateur le premier jour ! »

Pierre Quiroule II
raljo31@yahoo.com



Le président américain Donald Trump

mandat, quand son score de favorabilité publié était de 41 %, tandis qu'une majorité de 54 % le désapprouvait, et que 5 % n'avait pas d'opinion.

Selon les statistiques fournies, c'est le premier président depuis le président Dwight Eisenhower, en avril 1963, quand on a commencé cet exercice, à ne pas dépasser 50% de favorabilité pour les premiers 100 jours. Il est question d'une dizaine de présidents, dont Joseph « Joe » Biden est le dernier en date de la série. Remerciements au Gallup Poll, qui a fait la compilation publiée le 24 avril 2021.

Selon un sondage de la NPR/ PBS News/Marist publié hier, mardi, c'est « le double » des citoyens « qui ont donné F » (faillite) au prési-

**HAITI
OBSERVATEUR**

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA

Lè manke gîd, pèp la gaye !

D'ABORD, TROIS MEMBRES DU CPT SUR LA SELLETTE, MAINTENANT ILS SONT NEUF

Des millionnaires, après la transition

Le RNDDH dénonce des salaires et des avantages faramineux...

Suite de la page 1

en ce sens que les dernières générations de politiciens sont bien vite devenues des « millionnaires».

Plus de 13 millions de gourdes par mois par conseiller présidentiel

Selon M. Espérance, ces politiciens se donnent libre cours, dans les dépenses des fonds publics, sans rien donner, en retour, en termes de résultats pour les travaux fournis, les accusant de gaspiller les deniers publics sans aucune retenue.

En effet, du Pierre Espérance, chaque conseiller présidentiel coûte près de 35 millions de gourdes, en sus d'autres dépenses, comme 10 millions de gourdes par mois. À cela s'ajoutent 93 500 000, d'où un total de 1 122 000 000 gourdes par an. Ajouté à cela 3 500 000 pour l'alimentation. Pour la saison pascale, ils reçoivent 3 à 5 millions de gourdes.

Il faut signaler, d'après M. Espérance, les conseillers présidentiels perçoivent des allo-

cations pour une seconde résidence, carte de téléphone, une carte de débit.

D'autre part, des allocations sont octroyées aux conjoints des membres du CPT.

membres du CPT. Il faut se demander pourquoi que ces hommes et femmes, qui représentent les plus hautes autorités politiques du pays se gardent-ils de donner la réplique à M.

Ils ont intérêt à dire toute la vérité relative à ce dossier. D'autant plus qu'après que les noms des six autres membres du CPT eurent été associés à ceux de leurs trois autres col-

lègues, tant qu'ils n'auront pas fait cette déclaration magique prouvant au-delà d'aucun doute qu'ils sont victimes d'une machination politique, qui frise l'accusation gratuite.

Dans le monde des détracteurs des conseillers présidentiels qui, lors de la nomination de la présidence tournante, étaient parti en guerre contre cette structure, invitent, de préférence, à trouver la solution du problème, à la Cour de cassation, car brandissant la Constitution soutenant le choix d'un juge à la plus haute instance judiciaire du pays comme référence. À l'époque, ce choix ayant été supporté par les Haïtiens, qui s'accrochaient désespérément à cette solution, se faisaient dire qu'ils tenaient à ce choix, pour la simple et bonne raison que ce pléthore de fonctionnaires s'agglutinant autour de ce système, en veulent, à ce point, parce qu'ils y voient une occasion unique de s'enrichir. Et ceci pour donner au plus grand nombre possible l'occasion d'accès à un créneau les faisant atterrir dans le couloir des millions.

L.J.



Le trio demandeur de pot de vin, de g. à d, Louis Gérald, Emmanuel Vertilaire et Smith Augustin.

Plus d'une semaine depuis qu'a été lancée l'alerte de Pierre Espérance, les conseillers présidentiels se sont retranchés dans le silence total. Un démenti a été fait par un personnage, dans une vidéo, dénonçant, à son tour, M. Espérance, accusé de faire un assassinat de caractère des neuf

Espérance

Après les péripéties politiques qu'ont connu les trois membres du CPT accusés de demandeurs de pot de vin à l'ex-président de la Banque nationale de crédit (BNC), c'est, désormais, les neuf membres de Commission présidentielle qui sont concernés.

lègues qui étaient partis très vite en besogne montrant leurs compétences en corruption, ils sont, désormais, logés à la même enseigne.

D'orénavant, les autres six membres du CPT ne peuvent pas prendre leurs distances, par rapport à la corruption, ni proclamer leur inno-



ÉDITORIAL



Cela existe, forcer la main du peuple, un cas classique, celui d’Haïti !

Quand toutes les institutions créées par les sociétés modernes pour assurer leur bonne marche, c'est-à-dire éviter le chaos, que l'indiscipline et l'insouciance, que des minorités sont susceptibles d'entraîner, cela impose des comportements extrêmes des agglomérations humaines regroupés au sein de pays ayant, par la promulgation de leurs constitutions, opté pour vivre en harmonie, dans le respect des uns des autres et pour se protéger collectivement. Dans l'éventualité d'interventions illégales et irresponsables mettant hors-jeu les mécanismes appelés à assurer la bonne marche des sociétés, celles-ci se considèrent attaquées jusque dans ses fondements et doivent prendre des actions opportunes et immédiates pour écarter définitivement ce danger existentiel. Surtout, quand les actions des décideurs se posent dans des conditions ignorant totalement le respect de la Constitution, ou bien comme si celle-ci n'existe pas.

Objectivement, les phrases précédentes décrivent textuellement, ou presque, la situation actuelle de notre pays, donc invitant à doter la vaste majorité des citoyens de mécanismes réparateurs, contre l'équipe mise au pouvoir illégalement par des forces exogènes, les ayant offerts des conditions favorables à la création d'« *Accords opportuns* » pour réaliser l'escamotage du pouvoir. Dans la mesure où la les barons de la classe politique qui auraient dû exhorter ceux qui ont accaparé le destin d'Haïti, à rester accrochés à la Charte fondamentale du pays, dans la bonne gouvernance, ont agi dans le sens opposé, le peuple doit se donner les moyens de venir à bout des imposteurs.

Bien qu’Haïti soit en proie à une multitude de crises administratives, d’abord économique et financière, puis humanitaire, se dégénérant progressivement, en passant par toutes les phases de la mal gouvernance, jusqu’à celle de l’insécurité extrême, cette dernière est celle qui incite l’ONU à tirer la sonnette d’alarme. la énième fois, le lundi 21 avril, lors d’une réunion spéciale sur Haïti, au Conseil de sécurité de l’institution internationale. Dans son tout dernier message sur la situation sécuritaire d’Haïti, surtout sur la capitale et d’autres régions du pays, mettant en émoi le Conseil de sécurité, Mme Maria Isabel Salvador décrit un pays au bord du gouffre, susceptible de succomber tota-

lement à l'assaut des gangs armés

Voilà un constat super tragique, une conclusion annoncée progressivement, et de manière réitérée, au fil des ans, et au fur et à mesure que les équipes ayant occupé le pouvoir, de Jovenel Moïse à l'Exécutif à neuf têtes, en passant par celui, monocéphale, d'Ariel Henry, qui affichaient leur incapacité à assurer une gouvernance compétente et avisée, en sus de protéger la nation contre les criminels armés.

En effet, tandis que les deux branches des équipes gouvernementales mises en place par le CORE Group, sous la dictée du Département d'État, et avisées par les Nations Unies, livraient progressivement le pays aux malfrats, faisaient la démonstration de leur nullité à la tâche, de leur insouciance, par rapport aux citoyens livrés aux caprices criminels des gangs armés et de leur soumission/collaboration envers ces derniers, ceux qui les ont mis en poste tournent leur regard ailleurs, se concentrant exclusivement à supporter, dur comme fer, les dirigeants de la transition. Face à la complaisance affichée par la communauté internationale, à l'échec total des administrations intérimaires, mais surtout celle des neuf membres de la présidence tournante, les citoyens ne voient que des ennemis d'Haïti en action.

La stratégie d'encerclement de la capitale, consistant à rogner l'espace territorial de Port-au-Prince, qui s'est accélérée, durant ces deux derniers mois, ne laisse aucun doute, aux uns et aux autres, quant à l'aboutissement de cet événement aux conséquences apocalyptiques. Aussi, de toutes parts, sortent des cris d'alarme, déclarant imminent l'effondrement de la capitale haïtienne et la prise de contrôle du pays par les malfrats. Mais tout cela laisse le CORE Groupe, le Département d'État, et même l'ONU indifférents, se concentrant sur autre chose, savoir le renforcement de leur politique. C'est pourquoi, il semble tous parler d'une seule voix, différemment exprimée, dans le langage diplomatique, quand ils dénoncent ce qu'ils qualifient de « *coup d'État* » contre l'Exécutif fantoche qu'ils ont mis en place, par le truchement de la CARICOM. Voilà quelle posture ils affichent vis-à-vis des citoyens haïtiens exprimant leur ras-le-bol à l'égard de cette femme et hommes que la communauté internationale a enfoncés dans la gorge du peuple haïtien pour diriger le pays, selon une feuille de route orientée uniquement dans le sens des intérêts des

ces entités exogènes, et non en respectant les besoins légitimes d'Haïti.

En Haïti, la mise hors d'état de fonctionner des ministères, des directions générales et des entreprises d'État, causant obligés d'émigrer, dont certains de manière récurrente, en raison des attaques dont elles sont l'objet par les criminels armés, rend dysfonctionnelle quasiment toute l'administration publique. Dans de telles conditions, les deux branches de l'Exécutif logés respectivement, au Palais national, au Champ-de-Mars, et à la primature, installée au Bicentenaire, ont fui leurs sièges respectifs, pour s'installer, ensemble, à la Villa d'Accueil. Inutile de dire que désormais privés de leurs locaux originaux, le personnel de la présidence et celui du bureau du Premier ministre, donc mal logés, ne peuvent fournir objectivement les services pour lesquels ils sont créés.

Mais la situation est encore pire pour d'autres institutions de l'État. Par exemple, la Cour de cassation, la plus haute instance judiciaire du pays, qui avait récemment fui sa résidence, également au Bicentenaire, après une descente du gang « *Cinq Secondes* », dirigé par Johnson André, alias Izo, et basé à Village de Dieu, l'année dernière, vient de déménager, une seconde fois. Il en est de même pour les ministères de l'Intérieur, du Commerce et de l'Industrie, de la Direction générale des impôts (DGI), l'équivalent de l'Internal Revenue Service (IRS), aux États-Unis d'Amérique, ainsi que d'autres encore, au moins une vingtaine d'autres.

En clair, au rythme que les criminels armés forcent les installations étatiques à se déloger, sans aucune possibilité que les dirigeants mobilisent les ressources sécuritaires gouvernementales, normalement disponibles, pour chasser les assaillants, personne ne peut prévoir

quelle institution d'État sera prochainement ciblée pour déguerpissement illégal et quand les gangs ayant désormais le monopole de la force lanceront une nouvelle attaque. Du nord au sud d'Haïti, le constat de l'échec de l'équipe gouvernementale est proclamé avec une rare éloquence, les écrits à ce sujet provenant de toutes les tendances condamnent sans appel le CPT et le Premier ministre. Sans aucune marge pour circonstance atténuante. Tant la condamnation est implacable et la sentence universellement haïtienne, d'aucuns y voient un État failli.

Mais, il est choquant de constater que, face à ce bilan calamiteux, les créateurs du CPT le blanchissent sans autre forme de procès, sous forme d'appui inconditionnel, alors que la majorité des Haïtiens veut s'en défaire. Dans ce cas, que penser d'un tel jugement de la part de la communauté internationale ?

Ne prévoyant pas d'État failli, en Haïti, la Constitution haïtienne reste muette sur une telle éventualité. Donc, par la voie de la concertation, les différents secteurs de la vie nationale, qu'ils soient du monde universitaire, de l'univers politique, de la paysannerie, du milieu des affaires et de toutes les couches sociopolitiques, ont pour obligation de lancer une rébellion civique nationale pour confronter ce pouvoir illégal et illégitime, qui n'en est pas un. Cela s'appelle forcer la main du peuple. Car la nation haïtienne n'avait pas donné mandat au CORE Group et à ses alliés pour mettre en place ceux qui dirigent le pays depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse, et qui l'ont livré aux gangs armés. Des imposteurs de tous bords, qui ont escamoté le pouvoir. Ils ne doivent pas avoir le contrôle des institutions de la gouvernance. Autrement dit, **out !**

 HAITI OBSERVATEUR		<i>Haiti-Observateur, votre journal d'actualité</i>
SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION		
Haiti		
Haiti-Observateur 98, Avenue John Brown, Section Blanche Port au Prince, Haiti TEL (509) 223-0782 ou (509) 223-0785		
CANADA		
Haiti-Observateur Gérard Louis Jacques 514-321-4434 12, Haïti, DR Canada 12213, Joseph Le Caron Montréal, H3M 2C7		
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE		
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à: Jean Claude Valbonne 15, Avenue Rolland, 91740 Arpajon 93310 Le Pre St, Gervais France Tel. (33-1) 43-63-26-10		
ÉTAT-UNIS		
Télex classée <input type="checkbox"/> 48.00 \$ US, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 90.00 \$ US, pour un (1) an		
AFRIQUE ET ASIE		
<input type="checkbox"/> 593.00 FF, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 1005.00 FF, pour un (1) an		
CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE		
Télex classée <input type="checkbox"/> 973.00 US, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 1510.00 US, pour un (1) an		
EUROPE		
<input type="checkbox"/> 73 EUROS, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 125 EUROS, pour un (1) an Par aérographe ou mandat postal en francs français		
Name/Nom: _____		
Company/Compagnie: _____		
Address/Adresse: _____		
City/Ville: _____		State/Etat: _____
Zip Code/Code Régional: _____		Country/Pays: _____
Haiti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N.Y. 11435-6237. Tel. (718) 812-2820		

EDITORIAL



There is such a thing as forcing the hand of the people - a classic case, that of Haiti!

As it is, modern societies have created institutions to ensure their smooth running, to avoid chaos, the indiscipline and carelessness that minority groups are likely to cause, imposing extreme behavior on human agglomerations grouped together within countries. Thus, with the promulgation of their constitutions, the citizens opt to live in harmony, respecting one another and protecting themselves collectively. In the event of unlawful and irresponsible interventions that negatively affect the mechanisms required to ensure the smooth running of societies, they consider themselves to be under attack, right down to their very foundations. Then, immediate action must be taken to avert irreparable harm, once and for all. This is especially true when the actions of the decision-makers are carried out in ways that totally disregard the Constitution, as if it were non-existent.

Objectively, the preceding sentences describe, almost verbatim, our country's current situation. Thus, one resorts to actions intended to provide restorative mechanisms for the vast majority of the citizenry against the team illegally imposed on the country by exogenous forces which set up favorable conditions for the creation of "opportunity Agreements" to achieve the escamotage of power. In the process, the enlightened in the political class have failed in urging those who have monopolized power to cling to the country's Fundamental Charter as far as good governance is concerned. In fact, they've done the opposite. Therefore, the people must give themselves the means to overcome the impostors.

Meanwhile, Haiti is in the grip of a multitude of crises, first economic and financial, then humanitarian, gradually degenerating through all the phases of bad governance, right up to that of extreme insecurity. Finally, this has prompted the United Nations (UN) to sound the alarm. For the umpteenth time, on Monday April 21, during a special meeting on the Haiti situation, the members of the Security Council of the international institution were being briefed. In her latest message on the security situation in Haiti, particularly in the capital and other parts of the country, Maria Isabel Salvador, the UN representative in Haiti, described a country on the brink of collapse, likely to succumb to the full force of the armed gangs.

It's a tragic observation, a conclusion that has been gradually and repeatedly announced over the years, as the teams that have held power — from Jovenel Moïse to the nine-headed Executive, via Ariel Henry's single-headed one—all have demonstrated their inability to provide competent, well-informed governance, as well as to protect the nation from the heavily armed criminals.

Indeed, it's unbelievable, but the two branches of the governmental team set up by the CORE Group, under the dictates of the State Department and endorsed by the United Nations have progressively handed the country over to the thugs. It's demonstrable in their failure to perform their duties, showing their carelessness concerning the citizens who have been handed over to the criminal whims of the armed gangs and their submission to, even collaboration with the latter. Meanwhile, the international bigwigs, who set up the nine-headed monster of a presidency have turned their gaze elsewhere, concentrating exclusively on full support for the leaders of the transition. Faced with the complacency displayed by the international community and the total failure of the interim administrations, especially the nine members of the rotating presidency, the citizens see nothing but Haiti's enemies in action.

One is struck by the strategy of the encirclement of the capital, the territorial space of which has increasingly diminished in the last two months. Undoubtedly the outcome can't be but apocalyptic. Cries of alarm are coming from all sides, pointing to the imminent collapse of the Haitian capital and the takeover of the country by the armed thugs. But all this leaves the CORE Group, the State Department and even the UN indifferent, as they concentrate on something else: reinforcing their policies. In that light, all of them seem to speak with one voice, though expressing themselves differently. This is obvious in the diplomatic language used, as they denounce what they call a "coup d'état" against the puppet Executive they have put in place with the collaboration of CARICOM. That's the attitude they display towards Haitian citizens, who forcefully express that they're fed-up with these eight men and one woman shoved down their throat by the international community. Certainly, those outsiders have a roadmap geared solely to their own interests, in disrespect of Haitian legitimate needs.

Consider how Haiti's ministries,

general directorates and state-owned concerns have been forced to emigrate from their spaces, this on a recurring basis for some, due to attacks by the armed criminals. Indeed, this has caused the entire public administration to be dysfunctional. Under such conditions, the two branches of the Executive, that were housed respectively in the National Palace on the Champ-de-Mars, and the Prime Minister's Office in the Bicentennial zone downtown, have fled their respective headquarters and moved together to the Villa d'Acceuil. Now deprived of their original premises, the staff of the Presidency and of the Prime Minister's Office are poorly housed and cannot objectively provide the services for which they were created.

The situation is even worse for other state institutions. For example, consider what has happened to the *Cour de Cassation*, equivalent to the U.S. Supreme Court which, recently, fled its residence, also in the Bicentennial zone, after a raid by the "Five Seconds" gang of Johnson André, alias Izo, who is based in *Village de Dieu*. That was last year. But it just moved a second time. The same applies to the Ministries of the Interior, Commerce and Industry, the *Direction Générale des Impôts (DGI)*, the equivalent of the Internal Revenue Service (IRS) in the US, and many others.

To put it plainly, at the rate at which armed criminals are forcing state installations to relocate, with no possibility of the leaders mobilizing the government security resources, normally available to drive out the assailants, no one can predict which state institution will soon be targeted for illegal eviction and

when the gangs, now with a monopoly on force, will launch a new attack. From north to south of the country, the failure of the ruling government team is being lambasted from all sectors. With rare eloquence on the airwaves and in stern writing on the subject from all sides, the condemnation of the CPT and of the Prime Minister is proclaimed, without appeal. Without mincing words and without any consideration, their condemnation is without recourse, and it's universally so from all Haitian sectors. They see only a failed state.

But it is shocking to note that, in the face of this calamitous record, the creators of the CPT whitewash it without further ado, unconditionally supporting their creature which is anathema to almost all Haitians, who want to get rid of it. What, then, are we to make of such a judgment on the part of the international community?

The Haitian Constitution makes no provision for a failed state and is silent on such an eventuality. So, through concerted action, the various sectors of national life - from academia, politics, peasantry, business and all socio-political strata - have an obligation to launch a national civic rebellion, to confront this illegal and illegitimate ruling team, which has proven to be powerless. This is called forcing the hand of the people. For the Haitian nation did not give the CORE Group and its allies a mandate to put in place those who have been running the country since the assassination of President Jovenel Moïse, and who have handed it over to the armed gangs and impostors of all stripes that have hijacked power. They must not be allowed to control the institutions of governance. In other words, *out!*

**HAITI
OBSERVATEUR**

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N.Y.
11435-6235 Tel. (718) 812-2820

**SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

Haiti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Bâtiment élégant
Pointe au Piton, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-6424
1250, rue de la Chaudière
12213, Jésus-Christ
Montreal, Québec, H3M 2V7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir
de Paris. L'abonnement doit s'adresser à:
Jean-Claude Nolin
13, Avenue Holderness, Etat de New York, 100-20
Tel. (33-1) 43-63-28-10

Name/Name

Company/Compagnie

Address/Adresse

City/Ville

Zip Code/Code Postal

ÉTAT-UNIS

600.00 \$ US, pour six (6) mois
 120.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

553.00 FT, pour six (6) mois
 1005.00 FT, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

973.00 US, pour six (6) mois
 1946.00 US, pour un (1) an

EUROPE

73 EUROS, pour six (6) mois
 125 EUROS, pour un (1) an
Par aéromail ou mandat postal en francs français

Les frais d'expédition sont payables évidemment pour l'étranger ou mandat postal

DANS LE FOOTBALL HAÏTIEN

FOOTBALL-VIOLENCE MIREBALAIS : Jeff Louis et Corventina lancent des cris de désespoir

Par Jacques Brave

Alors que la situation D'Haïti prend une allure dramatique avec la prise de la ville de Mirebalais par des gangs armés, qui continuent de conquérir de nouveaux territoires, depuis quatre ans et d'étendre ainsi leur mainmise sur le pays, continuant de semer le deuil, de faire couler le sang, de semer le deuil par la violence aveugle à de nouveaux territoires mis à feu et à sang, et quasiment à la barbe des autorités de facto, dont la seule préoccupation semble être d'inventer, de créer des budgets bidons, d'instrumentaliser la justice pour dissuader et faire peur par de nouvelles stratégies macabres, pour ramasser le plus d'argent possible, des millions. De plus en plus de citoyens sont convaincus que nos chefs de facto sont d'une certaine complémentarité avec les bandits, d'autant qu'ils sautent aux yeux, depuis la première version du pouvoir de facto, dirigée par Ariel Henry ayant gouverné seul avec un pouvoir illimité le pays, après l'assassinat de l'ex-président Jovenel Moïse, que rien n'a été fait pour stopper l'élan et la cruauté des gangs. Or, après le renversement de l'ex-Premier ministre, chassé du pays, il y a déjà plus d'un an, un règne sans partage, de presque trois années de pouvoir absolu, unilatéral et sans contrôle, pour un bilan nul, sans le moindre effort pour pacifier le pays. Voilà que ce chef, qui n'a fourni aucun bilan, vit en toute quiétude, donc se la coule douce paisiblement, sans poursuite, sans un audit et, pire, vivant tranquillement aux USA, surtout en toute sécurité. Il est vrai que, dans toute la longue histoire d'Haïti, c'est le même rituel : on pille, on gaspille et s'en va vivre ailleurs brasser et investir ses millions, sans évocation même d'un soupçon, voire d'enquête. Il est vrai même aussi, quand on fait du bruit, ici et là, et qu'on annonce des saisies de fonds, pas un centime ne reviendra aux pauvres restes au pays. Donc, depuis des années, on n'a reçu des gouvernements le moindre signe, voire la moindre volonté d'attaquer le mal, mais surtout de stopper cette descente en enfer.

Cris de détresse

Deux authentiques stars du football haïtien, qui ont éclaté ces dernières, bien connues, en France, deux figures exceptionnelles du sport, ont élevé la voix pour clamer leur douleur et leur désespoir, face à cette tragédie qui frappe leur ville, Mirebalais, et le pays en

général.

Une carrière de très haut niveau

Jeff Louis, qui a été l'un des rares Haïtiens formés ici, en Haïti, ayant évolué dans les compétitions nationales et qui a joué au

est l'un des très rares ayant réussi à l'étranger à retourner s'installer, avec femme et enfants, et mieux, s'installant en province, en plus, en investissant fort dans sa ville natale, et à mener une vie active au milieu des jeunes de sa ville de naissance, construisant une belle résidence et s'installant, avec sa

cité.

Jeff Louis est une très grande gloire du football, l'un des rares à réussir dans le football européen, notamment en France et en Belgique; lui qui a grandi et a rapidement percé dans les pépinières de jeunes lancées par Jacquy, un coach qui a consacré sa vie à dénicher des talents et les engager dans toutes les compétitions juvéniles. Jeff est passé par cette filière, complétant sa formation avec le réputé coach Jean Yves Labaze, avant d'intégrer l'AS Mirebalais où, sous la conduite du célèbre entraîneur local Jean-Claude Josphat, poussé par son Club, et surtout, grâce à la compétence du président du Club mirebalaisien Géory Chevry, il put rapidement gravir les échelons et être engagé dans le Club français (club qui a formé Michel Platini) l'AS Nancy. Le cheminement sportif de Jeff Louis, continuait ainsi son train extraordinaire, jusqu'au déces des du coach Labaze, suites de l'épidémie de COVID, il y a quelques années. Jeff Louis émigra donc, par la suite, en Europe où il était très sollicité et fit un brillant parcours, avant d'être contraint de remiser les crampons, suite à des blessures à répétition.

chaque jour un peu plus, pour être ballon d'or, donc de meilleure joueuse du monde de football féminin. Pourtant, il a fallu toute la détermination de sa ville, de ses parents et des responsables de sa Fédération haïtienne de football (FHF) pour que Corventina puisse poursuivre son cheminement et s'engager dans la carrière XXL qu'elle réalise ce qui fait d'elle comme une miraculée du football. Elle eut le chance d'être repérée, des 10 ans, par l'un des coaches mythiques d'Haïti, le Pr J.C. Josaphat. Son arrivée, à l'Académie, lui a permis de travailler férolement son corps, de développer son corps d'athlète avec les spécialistes vénézuéliens engagés par la FHF, dans la salle de gym moderne et très bien outillée de la FHF, à Camp Nous. En 2014, sa mère voulut, à tout prix, s'expatrier avec sa fille, la joueuse, puisqu'elle venait d'obtenir la résidence aux USA. Mais, à force d'arguments, l'assurant qu'aucun effort ne serait épargné pour accompagner Corven et l'aider à arriver au plus haut sommet mondial. Non sans beaucoup hésiter, la mère donna son aval ; son club, les Tigresses, assurant la famille de l'appuyer à fonds, dans son d'ascension vers les sommets. D'autres défis, encore plus terribles, allaient suivre, comme une grave blessure, peu après son Mondial 2018. Même bien avant, elle et trois autres joueuses haïtiennes, nées en 2003, avaient 15 ans, et selon les règlements, FIFA n'était pas habilitée à jouer et participer à un Mondial de 20 ans. La Fédération décida de mettre tout son poids dans la balance, s'adressant directement au dirigeants de la FIFA, qui, finalement, dossier médical à l'appui, donna le feu vert, donc l'autorisation à Corven, Tabita Douge nie, Joseph, Rachelle Carémus, Magdelina Fleuriot, et d'autres de s'inscrire et de participer à ce Mondial France-FIFA U20 2018.

Pourtant, elle n'était pas au bout de ses grands ennuis. En effet, de retour de son essai à succès à l'Olympique Lyonnais, en novembre 2018, en D1 Arkema



Corventina dit avoir le cœur meurtri, face à l'insécurité qui détruit Haïti, son pays.

plus haut niveau et dans des clubs de renom, tels que AS Nancy Lorraine, de France, le Standard de Liège de la première division professionnelle belge entre autres. Il a été aussi une pièce maîtresse de l'Équipe nationale et n'était-ce les ennuis et blessures répétées dus aux conditions dans lesquelles il a accompli sa formation, il aurait été, à ce jour, encore sur les terrains du monde pour charmer, avec son pied gauche magique, son centre de gravité très bas, et surtout ses tirs-canons décrochés dans n'importe quel angle, ses tirs, qui ont terrassé bien des gardiens de la CONCACAF et de l'Europe. Ce pur produit de l'école de talents, l'Académie de l'ENTS de la Croix des Bou

familie, épouse et enfants. On comprend alors sa tragédie et son drame, car une telle décision, avec le cortège de sollicitations, dont il est l'objet, dans ce milieu pauvre, suffit pour avaler le gain d'une carrière, d'ailleurs écourtée par les blessures, d'autant que «l'homme, Jeff a le cœur dans la main». Voilà qu'après tout cet investissement, ce jeune, parti de rien, voit, en un éclair, sa ville, son travail et ses sacrifices de dures années sur la brèche, violemment menacées.

Le journal français de couverture mondiale, L'Équipe

Dans une déclaration publiée dans son numéro de ce lundi 28

quets, tout comme Pierre Jean-Jacques, qui fit un fructueux parcours de rêve dans de grands clubs d'Amérique du Sud (Arsenal d'Argentine, puis Penarol (Uruguay) et d'Europe (à l'instar des Canaris du FC Nantes), Jeff C. Louis est l'un des rares footballeurs formés en Haïti et ayant évolué au plus haut niveau et réussi à l'étranger. Fait louable, il

avril, le quotidien sportif français, L'Équipe, a reproduit des cris d'alarme lancés par deux authentiques enfants de cette cité historique de Mirebalais, du département du Centre, sur la catastrophe : deux enfants de la ville, qui ont beaucoup apporté, dans un passé récent, à la gloire de leur

déjà 13 ans, elle jouait avec les 16 ans ; et à 16 ans, elle jouait le Mondial U20 de la FIFA, en France, en 2018. Une étoile, qui soulève émotion et fait se dresser les foules d'admiration, dans les stades d'Europe, notamment de France, d'Espagne d'Angleterre... d'Allemagne, au point que son nom est régulièrement cité et

Première, la jeune star courrait sur presqu'une année sans pouvoir taper dans un ballon, et c'était la désolation, car les douleurs étaient insupportables, ce, après maintes démarches la FHF put réunir des fonds, beaucoup de fonds pour envoyer la jeune star

Suite en page 4